

Fédération de la Seine-Maritime
 tél. 02.35.07.89.80
 fax 02.35.89.92.28
 mail : pcf76@pcf76.fr

Fédération de l'Eure
 tél. 02.32.39.46.82
 fax 02.32.31.61.88
 mail : pcf27@wanadoo.fr

Fédération du Calvados
 tél. 02.31.84.43.29
 fax 02.31.84.07.67
 mail : pcf14@wanadoo.fr

Fédération de la Manche
 tél. 02.33.53.68.88
 fax 02.33.53.74.43
 mail : particomuniste50@wanadoo.fr

Fédération de l'Orne
 tél. 02.33.67.19.07
 fax 02.33.39.59.23
 mail : pcf61@wanadoo.fr

La première réunion du Comité Régional de Normandie du Parti Communiste Français, vous le vérifierez, reflète de ce que nous vivons dans notre région : des inégalités qui s'accroissent comme jamais.

A la veille de 2007, nous témoignons des difficultés insupportables faites aux Normandes et aux Normands, à notre région. Parallèlement, nous poursuivons dans la volonté d'ouvrir la voie, concrètement, à une nouvelle politique en particulier dans le domaine de l'emploi, la formation, la justice sociale, le pouvoir d'achat, le logement et l'aménagement du territoire.

A ceux qui veulent cantonner le débat à deux présidentiables, nous opposons le travail de rassemblement pour ouvrir une alternative à une politique de gauche qui s'assume. Une politique qui tranche avec le libéralisme économique poussé par l'ultra droite des Sarkozy et Cie. Une politique qui tranche aussi avec celle du PS qui, dans l'état actuel, vise un accompagnement social -au demeurant impossible- qui ne change pas la logique libérale, ce qui inmanquablement amène le retour d'une droite toujours plus dure.

Nous ne sommes pas en effet dans « un entre-deux » ou à la recherche de la femme ou de l'homme providentiel.

Nous proposons la candidature de Marie-George BUFFET non par esprit partisan, mais parce qu'il s'agit de créer, de faire émerger, un rassemblement majoritaire pour construire des choix réellement à gauche, avec toutes les réformes structurelles nécessaires.

Un débat poussé sur les conditions et les moyens d'un vrai changement à gauche imprègne les collectifs, les forces politiques. Il doit encore s'amplifier, s'approfondir. Cette irruption citoyenne, dans les débats, est le moyen d'ouvrir cette voie à gauche.

Et la fête de Normandie, qui est notre actualité, s'inscrit entre autres dans cette démarche. Cette fête que l'Humanité organise dans « 8 régions » est beaucoup plus large, plus ouverte, plus festive et toujours conviviale.

Vous pouvez le constater, sa programmation commence à construire un vrai événement qui rassemble Y compris les deux Normandie.

Nous voudrions insister sur **le banquet populaire du samedi soir avec les militants politiques et sociaux, les amis, Patrick Le Hyarick, les parlementaires nationaux et européens, les conseillers régionaux, généraux, municipaux, les maires qui**, accompagnés de musiques et d'animations diversifiées, **porteront un message d'avenir et citoyen sur notre région, notre pays.**

**Oui le changement est possible.
 Ensemble nous réussissons !**



N°33

Daté du 17/10/2006

Lettre d'information éditée par
 la fédération de Seine-Maritime
 du Parti communiste français

Directeur de la publication : Daniel Lallier

Rédacteur en Chef : Claude Etienne

Tel 02 35 07 89 80

Imprimerie : SNEIP Saint-Etienne-du-Rouvray

Courriel : Avenir@pcf76.fr

Abonnement annuel : 25 €

Prix au numéro : 0,60 €

N° CPPA : 0710 P11480 ISSN : 0338-0645

Pour des raisons de rapidité et légales, la lettre
 du Comité Régional est envoyée sous forme
 de supplément à l'Avenir de Seine-Maritime.

En Normandie, comme ailleurs, la situation met en évidence une nouvelle aggravation des inégalités sociales.

D'un côté, un petit nombre de bénéficiaires, détenteurs de capitaux, accroît ses profits de manière inouïe. Pour les entreprises du CAC 40, 50 milliards pour le 1^{er} semestre. Mais elles refusent d'investir utilement, détruisent nos emplois, forment des monopoles privés au détriment de l'intérêt général.

De l'autre, une majorité toujours plus grande subit le chômage, la perte de son pouvoir d'achat, la hausse des loyers ou des traites, l'augmentation des prix dans tous les domaines. Tout cela dans une insécurité qui ne cesse de progresser.

La politique de la droite n'a jamais atteint un tel degré d'agressivité, une telle ampleur. L'immense majorité des gens est victime de sa volonté de destruction au service du Medef. 7 millions de personnes en France vivent avec moins de 879 € par mois, 13% de moins de 60 ans en Normandie.

Dans notre région, cette politique amplifie les retards accumulés.

Dans le domaine scolaire la suppression de plusieurs dizaines de postes d'enseignants pèse lourdement sur la rentrée et l'avenir (scolarisation des enfants de 2 ans en maternelle en forte régression, charcutage des ZEP, fermetures de CLIS, suppression d'options dans les collèges et les lycées, aggravation des difficultés de l'enseignement des langues vivantes, rigidité de l'offre de formation professionnelle, échec des PPRE (Programmes Personnalisés de Réussite Educative).

Dans le domaine de la santé où la politique de restructuration hospitalière, soumise à des impératifs de rentabilité, aggrave les déséquilibres sectoriels existants et appauvrit l'offre de soins, quoi qu'en dise le catalogue d'intentions qu'est le SROS 3 récemment publié. Le plan concocté par l'Agence Régionale d'Hospitalisation, dépendante de l'Etat, se traduit par un étranglement des budgets des centres hospitaliers et par exemple, en Basse Normandie par la suppression d'unités hospitalières à la Ferté Macé dans l'Orne, à Granville dans la Manche, le secteur de Deauville.

Le débat a montré que **dans ce domaine, aussi, l'action pouvait imposer des reculs au pouvoir** comme à Gisors dans l'Eure en Haute-Normandie.

Dans le domaine de l'enseignement supérieur et de la recherche, rien ne permet d'envisager le comblement des retards accumulés. L'installation des pôles de compétitivité (MOVEO) soumis aux groupes industriels multinationaux pourrait avoir pour conséquence une polarisation dangereuse et la soumission de la recherche publique au privé ! Le tout financé par les collectivités avec l'argent des contribuables.

Et l'on peut sans difficulté trouver des exemples aussi éloquents dans l'évolution programmée des services publics dans nos départements. Ils sont tous soumis aux impératifs de la rentabilité et aux menaces d'une dépendance aggravée vis-à-vis du privé ou de privatisation tout court comme GDF, entreprise publique, qui est un bien commun vital pour tous et une garantie d'indépendance énergétique de la France.

C'est cette même logique qui conduit la Poste à décider de la fermeture du centre de tri de Saint-Lo, ainsi que de ramener de 117 à 19 les bureaux de poste de plein exercice dans le département de l'Orne... L'action doit se poursuivre pour contrer ces mesures de régression sociale.

C'est dans le domaine de l'emploi que les perspectives sont les plus préoccupantes. Notamment pour l'emploi industriel dont la réduction se confirme. Contrairement à l'euphorie gouvernementale qui annonce une reprise de l'emploi, y compris dans notre région, c'est du contraire qu'il s'agit.

Son premier gisement d'emplois -la filière automobile- est profondément touché. Il en est de même pour la chimie, l'agro-alimentaire, les ports, l'électronique, la métallurgie, l'industrie verrière.

L'importance des assises de l'emploi fut soulignée de même que l'initiative pour l'automobile avec Jacky HENIN à la fête de l'Humanité Normandie.

Concernant les conseils régionaux :

La dynamique du développement et les équilibres territoriaux sont également menacés, notamment par les abandons financiers de l'Etat et les choix stratégiques qu'il veut imposer aux collectivités, à travers le CONTRAT DE PROJET



2007/2013 présenté en juillet 2006 par les préfets, au nom du gouvernement, qui prétendent en faire prévaloir les priorités, autoritairement définies, au 1^{er} janvier prochain. **Inacceptable !**

Il apparaît en effet que les enveloppes attribuées par l'Etat aux régions sont en réduction de 40% par rapport à celle du CPER 2001/2006 et qu'aucune perspective de développement n'est avancée pour certaines fonctions essentielles (telle la ligne Paris-Granville) ou des équipements structurants indispensables (modes de transport alternatif, 3^e franchissement de l'estuaire, etc...)

L'ensemble de ces dispositions est conforme aux orientations d'une politique d'aménagement du territoire concentrant les activités dans des pôles (qui peuvent être réputés " d'excellence ") visant à la rentabilité maximale des investissements consentis et désertifiant des secteurs entiers de la région.

C'est un dossier essentiel pour le devenir régional, éminemment politique, et qui sera traité comme tel par les élus communistes avec notamment des actions de résistances et, contrairement à ce que semble envisager le PS, des propositions d'une autre nature en cas de défaite de la droite.

Il en est de même concernant les transports, notamment ferroviaires, et les ports. Ainsi pour les ports dits d'intérêt national, tels Cherbourg, Caen-Ouistreham, Dieppe, l'Etat a fait le choix de les faire disparaître dans sa programmation en terme d'investissements.

L'action dans notre région pour le trimestre à venir :

Pour les élections présidentielle et législatives de 2007, les grands médias font campagne autour de deux candidats qu'ils ont eux-mêmes désignés.

Les communistes font un autre choix ! Ces élections doivent permettre à celles et à ceux qui souffrent de la politique de la droite et qui attendent que la vie change enfin, de choisir une politique qui réponde à leurs besoins.

Au cours de la conférence de presse des 5 secrétaires fédéraux, il a d'ailleurs été souligné l'engagement, de ce point de vue, des communistes, **dans leur stratégie d'union**

populaire, et le sens de la proposition du Conseil National soumise au débat et au vote des adhérents qui contient les propositions unitaires notamment celles de Marie-George BUFFET pour l'élection présidentielle.

Dans les limites du rôle du Comité Régional

Nous avons décidé d'impulser de véritables assises régionales pour la défense et la création d'emplois, leur sécurisation en lien avec la formation qui est nécessaire.

Un premier débat a eu lieu à Rouen vendredi 6 octobre auquel participaient des représentants du PRG, des Verts, du PS, du MRC, des Alternatifs.

D'autres initiatives sont d'ores et déjà prévues en Normandie, dans la Manche, l'Eure, la Seine-Maritime, l'Orne, le Calvados.

Le tout convergera dans deux moments forts en Basse et Haute Normandie, **qui visent à la fois à résister à la politique de chômage et de précarité aggravée et à construire une loi-cadre pour un emploi pour tous.** Nous voulons qu'elle soit un socle d'une nouvelle politique anti-libérale et de gauche.

Nous avons rappelé la nécessité d'impulser un véritable débat populaire sur le pouvoir d'achat, en étant présents, de manière massive, sur les lieux publics avec la pétition éditée par le Parti.

Nous avons décidé également d'organiser avec les régions Bretagne et Pays de Loire, un débat pluraliste le 14 novembre à Laval sur les besoins énergétiques du Nord-Ouest de la France, la lutte contre l'effet de serre pour l'environnement et sur la maîtrise publique nécessaire en ce domaine.

Nous avons enfin confirmé le statut de la Fête de Normandie des 4 et 5 novembre à Rouen, vous trouverez le programme ci-joint, en même temps que pour l'été, **nous proposons, après discussion avec la fédération du Calvados, que la fête des Coteaux ait la même vocation.** ■



Lors de la conférence régionale le 17 juin 2006 à Gonfeville l'Orcher, Jean CHATELAIS, rapporteur, a fait, au nom des cinq fédérations l'analyse suivante :

▶ Quel Comité Régional ?

Une collaboration régionale plus poussée a redémarré depuis les années 2000 après plusieurs décennies de quasi mise en sommeil.

Elle est passée quasi exclusivement par les 5 secrétaires fédéraux, ce qui fut un progrès, mais qui a trouvé rapidement des limites.

▶ Il nous faut maintenant passer à une autre étape pour concevoir ce Comité Régional.

Les statuts indiquent que le comité régional assure dans chaque région, en liaison avec les conseils départementaux, l'organisation de toutes les coopérations nécessaires entre les fédérations concernées. Il a notamment pour responsabilité de travailler aux réponses communistes aux enjeux régionaux et de proposer aux fédérations les initiatives politiques concernant la région, ou des coopérations avec d'autres régions. Il peut consulter les personnalités ou les acteurs et actrices compétent(e)s sur les questions en débat.

▶ Les Fédérations décident entre elles des modalités de financement de l'activité régionale

Dans le même temps, il faut tenir compte de la spécificité de notre région et des besoins différenciés entre Basse et Haute Normandie.

Sans faire une usine à gaz, la proposition serait qu'il soit composé de 25 à 30 camarades se réunissant 1 fois par trimestre et que s'en dégage un exécutif d'une dizaine de camarades dont les 5 secrétaires fédéraux et les présidents de groupe (dans un cas c'est la même personne), les 5 autres camarades étant un collectif plus permanent et concret se voyant au moins tous les 15 jours sous la responsabilité d'un coordonnateur.

Composition du Comité Régional

	département		département		
AVOINE	Louis	50	JEGADEN	Jean-Louis	76
BARRIER	Michel	76	JUTEL	Christian	27
BENOIT	Annick	76	LAHEYE	José	27
BERNARD	Roland	76	LAINE	Claude	76
BLIMER	Anne-Marie	50	LEBON	Jean	14
BRULIN	Céline	76	LECOMTE	Jean-Luc	27
CARIN	Claudine	14	LEQUILIERIER	Michelle	27
CHATELAIS	Jean	61	LEVESQUE	Robert	61
CUVILLIEZ	Christian	76	LOUVET	Gilbert	76
DUBOSQ	Gérard	50	MOURARET	Pierre	14
DUPRAY	Patrice	76	RENARD	Raymonde	61
FORAFO	Jean-Claude	50	TOLLOT	François	61
GANGOLF	Edwige	27	VALE	José	61
GOBERT	Marie-Jeanne	14	VAUTIER	Corinne	50
HARDY	Dominique	76	VIRET	Jérôme	14

Exécutif du Comité Régional

AVOINE	Louis	CARIN	Claudine	JUTEL	Christian
BERNARD	Roland	CHATELAIS	Jean	GOBERT	Marie-Jeanne
BRULIN	Céline	FORAFO	Jean-Claude	LECOMTE	Jean-Luc

Roland BERNARD est le coordonnateur régional